

DÉLIBÉRATION N°CP 2022-024

DU 28 JANVIER 2022

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE RÉGIONALE EN MATIÈRE D'ACTION SOCIALE, DE SOLIDARITÉ ET DE SOUTIEN AUX FAMILLES - 1ER RAPPORT POUR 2022

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article 4221-1 ;

VU le code de l'action sociale et des familles et notamment l'article L115-1 et suivants ;

VU la délibération n°CR 23-11 du 7 avril 2011 relative à la politique sociale régionale modifiée ;

VU la délibération n°CR 08-16 du 18 février 2016, « La Région s'engage pour l'emploi : 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens » ;

VU la délibération n°CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée, relative à la « Charte régionale des valeurs de la république et de la laïcité » ;

VU la délibération n° CP 2018-537 du 21 novembre 2018 « Politique régionale en faveur du Handicap et des MDPH – 5eme affectation pour 2018 » ;

VU la délibération n° CP 2019-005 du 24 janvier 2019 « Mise en œuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles- 1^{er} rapport pour 2019 » ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 2021-055 du 22 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2022 ;

VU l'avis de la commission de la famille, de l'action sociale et du handicap ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2022-024 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Plan Grand Froid

Décide de participer, au titre du « Fonds régional de soutien et de solidarité aux familles », au financement des projets détaillés en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 389 400 €.

Subordonne le versement de ces subventions de fonctionnement à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type adoptée par délibération n° CP 2018-

537 du 21 novembre 2018 et autorise la Présidente du Conseil Régional à les signer.

Accorde à chacun des bénéficiaires une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un ou plusieurs stagiaires au titre des subventions qui leur sont accordées par la présente délibération.

Affecte une autorisation d'engagement de 389 400 € disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale », code fonctionnel 42 « Action sociale », programme HP 42 003 (142 003) « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire » Action 14200304 « Fonds régional de solidarité et soutien aux familles », au titre du budget 2022.

Article 2 : Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles

Décide de participer, au titre du dispositif « Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles », au financement d'un projet détaillé en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 80.000 €.

Subordonne le versement de cette subvention de fonctionnement à la signature, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type adoptée par délibération n° CP 2018- 537 du 21 novembre 2018 et autorise la Présidente du Conseil Régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 80.000 € disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale », code fonctionnel 42 « Action sociale », programme HP 42 003 (142 003) « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire » Action 14200304 « Fonds régional de solidarité et soutien aux familles », au titre du budget 2022.

Article 3 : Autorisation de démarrage anticipé

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 29 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 4 : Soutien aux associations de défense des victimes de la rue de Trévise

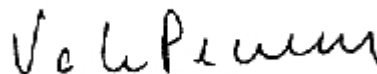
Décide de participer, au titre du dispositif Subvention spécifique de fonctionnement solidarités, santé et famille, au financement des projets détaillés en annexe n°3 à la délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 60 000 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec les bénéficiaires, des conventions présentées en annexe n°3 à la délibération et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Accorde à chacun des bénéficiaires une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un ou plusieurs stagiaires au titre des subventions qui leur sont accordées par la présente délibération.

Affecte une autorisation d'engagement de 60 000 € disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale », code fonctionnel 42 « Action sociale », programme HP 42 003 (142 003) « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire » Action 14200304 « Fonds régional de solidarité et soutien aux familles », au titre du budget 2022.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 31 janvier 2022, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 31 janvier 2022 (référence technique : 075-237500079-20220128-lmc1132984-DE-1-1) et affichage ou notification le 31 janvier 2022.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 - Plan Grand froid

DOSSIER N° EX061852 - Plan Grand froid - Renforcement des moyens de maraudes

Dispositif : Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles (n° 00000716)

Délibération Cadre : CR23-11 modifiée du 07/04/2011

Imputation budgétaire : 934-42-65738-142003-300

Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable du projet	95 000,00 € TTC	36,84 %	35 000,00 €
Montant total de la subvention			35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SAMU SOCIAL PARIS
Adresse administrative : 35 AVENUE COURTELINE
75012 PARIS
Statut Juridique : Groupement d'Intérêt Public
Représentant : Madame Vanessa BENOIT, Directrice générale

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : renforcement les moyens de maraudes

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2021 - 31 août 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sociaux dans ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :

Intervenant de nuit, sur signalement ou en sillonnant les rues de Paris, les équipes mobiles d'aide (EMA) du Samusocial de Paris sont des maraudes d'évaluation et d'orientation : elles évaluent, tant sur le volet sanitaire que social, l'aide dont la personne rencontrée a besoin, et peuvent l'orienter vers des dispositifs d'accès aux droits, voire, en accord avec celle-ci, l'accompagner vers un centre d'hébergement d'urgence (en fonction des places disponibles), un hôpital, ou un lit halte soins santé.

Ces maraudes sont composées de professionnels uniquement : travailleurs sociaux et infirmières. Elles proposent à tous afin de favoriser le lien et l'accroche des publics avec une boisson chaude, des duvets et des vêtements. La distribution est alors un outil en soi pour permettre l'action d'évaluation et d'orientation des publics. Ce besoin est d'autant plus nécessaire en période de grand froid qui augmente le risque d'hypothermie des personnes vivant à la rue.

La distribution de duvets et vêtements pour l'hiver est aussi un moyen d'effectuer une évaluation sanitaire et sociale afin d'orienter les personnes vers des dispositifs adaptés.

3.000 personnes vivant dans les rues de Paris sont susceptibles de bénéficier de cette action.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats matières et fournitures	95 000,00	100,00%
Total	95 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	35 000,00	36,84%
Aides privées (fondation)	60 000,00	63,16%
Total	95 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX061608 - Plan Grand froid - Apporter une aide alimentaire supplémentaire aux plus démunis par la Banque Alimentaire Île-de-France

Dispositif : Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles (n° 00000716)

Délibération Cadre : CR23-11 modifiée du 07/04/2011

Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300

Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable du projet	70 000,00 € TTC	50,00 %	35 000,00 €
	Montant total de la subvention		35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BAPIF BANQUE ALIMENTAIRE DE PARIS
ET ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 15 AVENUE JEANNE D'ARC
94117 ARCUEIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Pierre RUBAN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : apporter une aide alimentaire supplémentaire aux plus démunis par la Banque Alimentaire Île-de-France

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2021 - 31 août 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sociaux sur ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :

Dans le cadre du plan Grand froid, la Banque Alimentaire Île-de-France prévoit d'apporter une aide alimentaire supplémentaire à l'activité régulière de collecte, de transports, de stockage et de redistribution des produits alimentaires.

Cette aide composée de produits adaptés en particulier aux maraudeurs sera mise à disposition du réseau des 338 associations agréées sur l'ensemble de la région Île-de-France. Elle a vocation à toucher 10 000 franciliens en situation de précarité.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats matières et fournitures	70 000,00	100,00%
Total	70 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	35 000,00	50,00%
Dons manuels - Mécénat	35 000,00	50,00%
Total	70 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX061739 - Plan Grand froid - distribution de repas chauds à des personnes en situation de grande précarité

Dispositif : Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles (n° 00000716)

Délibération Cadre : CR23-11 modifiée du 07/04/2011

Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300

Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable du projet	32 000,00 € TTC	50,00 %	16 000,00 €
Montant total de la subvention			16 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CLASS 17 COMITE LOCAL ANIMATION
SOCIALE SOLIDARITE XVII
Adresse administrative : 18 RUE DES BATIGNOLLES
75017 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Grégoire METEYER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : distribuer des repas chauds à des personnes en situation de grande précarité

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2021 - 31 août 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sociaux dans ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :

Depuis 20 ans, l'association Class17 accueille chaque soir de la semaine en hiver des personnes en difficulté afin de leur servir un repas composé d'une soupe chaude, d'un sandwich, d'un laitage et d'un dessert. En moyenne entre 60 et 70 personnes sont présentes chaque soir.

L'objectif est de permettre à des personnes en difficulté de bénéficier d'un repas chaud et d'un lieu pour le consommer chaque soir de l'hiver, repas identique pour chacun des bénéficiaires.

Ce projet se caractérise par l'ouverture des distributions à un public large et l'appui sur le bénévolat des habitants et associations du quartier.

6.000 repas sont susceptibles d'être distribués dans le cadre de ce projet.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats matières et fournitures	17 500,00	54,69%
Autres fournitures	1 000,00	3,13%
Autres charges de personnel	12 500,00	39,06%
Autres charges de gestion courante	1 000,00	3,13%
Total	32 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	16 000,00	50,00%
Communes, communautés de communes ou d'agglomérations :	12 000,00	37,50%
Reprises sur amortissements et provisions	4 000,00	12,50%
Total	32 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX061831 - Plan Grand froid - Renforcer l'activité de solidarité des Restaurants du Coeur

Dispositif : Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles (n° 00000716)

Délibération Cadre : CR23-11 modifiée du 07/04/2011

Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300

Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable du projet	80 000,00 € TTC	43,75 %	35 000,00 €
	Montant total de la subvention		35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RESTAUS DU COEUR LES RELAIS COEUR
PARIS
Adresse administrative : TRESORERIE
75010 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Isabelle DEPARDIEU, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : renforcer l'activité des Restaurants du Coeur dans le cadre du plan Grand Froid

Dates prévisionnelles : 22 novembre 2021 - 30 avril 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sociaux sur ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :

Dans le cadre de la saison hivernale, les Restos du Coeur constatent l'augmentation des besoins des plus vulnérables, notamment des familles monoparentales et des personnes à la rue.

Afin d'augmenter l'aide d'urgence, le nombre de repas distribués dans les centres et au sein des camions mobiles sans conditions d'accès aux personnes dans le besoin, l'association intensifie son activité et s'inscrit dans le Plan Grand froid de la Région.

Il s'agit également de renforcer l'activité vestiaire par des achats réguliers de vêtements chauds.

Pour la saison hivernale 2021/2022, l'objectif est de distribuer 180.000 repas chauds et 8.000 pièces de vêtements aux personnes les plus vulnérables.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats matières et fournitures	80 000,00	100,00%
Total	80 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	35 000,00	43,75%
Conseil.s Départemental(aux)	10 000,00	12,50%
Aides privées (fondation)	30 000,00	37,50%
Dons manuels - Mécénat	5 000,00	6,25%
Total	80 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX061832 - Plan Grand froid - Renforcement de l'activité de la Croix-Rouge Française à destination des plus vulnérables

Dispositif : Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles (n° 00000716)

Délibération Cadre : CR23-11 modifiée du 07/04/2011

Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300

Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable du projet	70 000,00 € TTC	50,00 %	35 000,00 €
	Montant total de la subvention		35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CRF CROIX ROUGE FRANCAISE
DELEGATION REGIONALE CRF IDF
Adresse administrative : 8 AVENUE MONTAIGNE IMMEUBLE MAILLE
93160 NOISY LE GRAND
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Philippe LE GALL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : renforcer l'activité de la Croix-Rouge Française à destination des plus vulnérables sur la période hivernale

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2021 - 31 août 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sociaux sur ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :

Dans le cadre de la période hivernale, il s'agit de renforcer les moyens matériels et humains mis en oeuvre par toutes les structures de la Croix-Rouge d'Île-de-France.

L'aide régionale dans le cadre du plan "Grand Froid permettra de procéder à :

- * l'achat d'équipements chauds (parkas et blousons chauds, kits hygiène, duvets, couvertures...)
- * la distribution de denrées alimentaires et organisation de repas solidaires,
- * la dotation de 2 lots Centre d'Hébergement d'Urgence (équipés notamment de tentes) à toutes les délégations départementales.

Ce renforcement vise à toucher 20 000 personnes en situation de rue ou de grande exclusion ainsi que les bénéficiaires des centres d'accueil de jour, sur toute la période hivernale.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats matières et fournitures	18 000,00	25,71%
Autres fournitures	32 000,00	45,71%
Entretiens et réparation	5 000,00	7,14%
Rémunération des personnels	15 000,00	21,43%
Total	70 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	35 000,00	50,00%
Cotisations	35 000,00	50,00%
Total	70 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX061835 - Plan Grand froid - mise à l'abri de personnes âgées vulnérables

Dispositif : Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles (n° 00000716)

Délibération Cadre : CR23-11 modifiée du 07/04/2011

Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300

Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable du projet	120 175,00 € TTC	29,12 %	35 000,00 €
Montant total de la subvention			35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PFP LES PETITS FRERES DES PAUVRES

Adresse administrative : 19 CITE VOLTAIRE
75011 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Alain VILLEZ, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mettre à l'abri des personnes âgées vulnérables

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2021 - 31 août 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sociaux dans ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :

Depuis 3 ans, l'association conduit une action de mise à l'abri de personnes âgées de plus de 50 ans en rupture de logement, dans 4 hôtels de Seine-Saint-Denis.

Ceci permet de poursuivre la permanence sociale durant la période hivernale et de mettre à l'abri des personnes particulièrement vulnérables.

Une équipe de professionnels de formation sociale et des bénévoles formés et référents de l'accompagnement des personnes assurent l'encadrement de ce projet.

70 Franciliens âgés de 50 ans et plus sont susceptibles de bénéficier de cette action.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats matières et fournitures	5 575,00	4,64%
Autres fournitures	1 000,00	0,83%
Locations	45 000,00	37,45%
Entretiens et réparation	3 500,00	2,91%
Charges sociales	24 600,00	20,47%
Rémunération des personnels	40 500,00	33,70%
Total	120 175,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	35 000,00	29,12%
Dons manuels - Mécénat	85 175,00	70,88%
Total	120 175,00	100,00%

DOSSIER N° EX061836 - Plan Grand froid - Acquisition d'équipements chauds pour personnes en situation de grande précarité

Dispositif : Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles (n° 00000716)

Délibération Cadre : CR23-11 modifiée du 07/04/2011

Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300

Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable du projet	70 000,00 € TTC	50,00 %	35 000,00 €
	Montant total de la subvention		35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EMMAUS SOLIDARITE

Adresse administrative : 32 RUE DES BOURDONNAIS
75001 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame Marie France EPRINCHARD, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : acquérir des équipements chauds pour personnes en situation de grande précarité

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2021 - 31 août 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sociaux dans ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :

Au moment du Grand Froid, l'association renforce sa réponse aux personnes en détresse, en acquérant des vêtements et effets chauds pour les franciliens.

Les besoins principaux sont :

- des duvets, couvertures,
- des pulls polaires, manteaux,
- des chaussettes, chaussures,
- des gants, bonnets et écharpes

Les lieux d'intervention sont situés principalement dans Paris, mais aussi dans les départements Hauts-de-Seine, Seine-St-Denis, Val-de-Marne et l'Essonne ainsi que les tournées des maraudes.

2.000 personnes sont susceptibles de bénéficier de cette action.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS
- ESSONNE
- SEINE SAINT DENIS
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats matières et fournitures	70 000,00	100,00%
Total	70 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
État	35 000,00	50,00%
Subvention Région Ile-de-France	35 000,00	50,00%
Total	70 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX061853 - Plan Grand froid - renforcement des moyens d'intervention auprès des personnes en situation de grande précarité

Dispositif : Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles (n° 00000716)

Délibération Cadre : CR23-11 modifiée du 07/04/2011

Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300

Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable du projet	56 800,00 € TTC	50,00 %	28 400,00 €
	Montant total de la subvention		28 400,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CONSEIL REGIONAL I D F DU SPF

Adresse administrative : 6 PASSAGE RAMEY
75018 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Jean-Louis DURAND-DROUHIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : renforcer les moyens d'intervention auprès des personnes en situation de grande précarité

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2021 - 31 août 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sociaux dans ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :

Dans tous les départements d'Île-de-France, le Secours populaire mène de nombreuses actions de soutien en faveur des personnes les plus vulnérables : les sans domicile fixe (hommes, femmes, familles, etc.), les personnes mal-logées, les personnes en situation de précarité, etc. La situation de ces personnes est rendue encore plus difficile par la vague de froid qui s'abat chaque hiver. C'est pourquoi le SPF s'engage auprès d'eux et renforce ses actions lors de cette période.

Cela passe notamment par des achats ainsi que des frais supplémentaires destinés au soutien des Franciliens les plus démunis lors de cette situation d'urgence.

Ces dépenses sont destinées au fonctionnement ainsi qu'à la distribution. Les principales dépenses s'articulent autour de l'achat de : duvets, gants, couvertures de survie, écharpes, vêtements chauds, chaussures, nourriture, café, soupes, kits d'hygiène etc. Dans certains départements des kits cadeaux sont également distribués à l'occasion de Noël dans lesquels il est possible de retrouver des sous-vêtements neufs par exemple. La distribution a lieu au sein des accueils de jour et lors des maraudes.

Cette année encore, l'association accompagne également les personnes touchées par la précarité énergétique à travers, pour certaines structures, l'achat de matériel type sèche-linge, où les SDF peuvent venir gratuitement faire leur lessive. Ces infrastructures sont aussi accessibles aux personnes en situation

de précarité n'étant pas équipées.

1700 Franciliens en situation de grande précarité sont susceptibles de bénéficier de cette action, principalement à Paris, dans les Hauts-de-Seine et en Seine-Saint-Denis.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats matières et fournitures	27 300,00	48,06%
Autres fournitures	600,00	1,06%
Entretiens et réparation	500,00	0,88%
Assurance	750,00	1,32%
Services bancaires, autres	400,00	0,70%
Impôts et taxes sur rémunération	150,00	0,26%
Charges sociales	7 400,00	13,03%
Rémunération des personnels	18 200,00	32,04%
Autres charges de gestion courante	1 500,00	2,64%
Total	56 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Dotations et produits de tarification	2 500,00	4,40%
Subvention Région Ile-de-France	28 400,00	50,00%
Dons manuels - Mécénat	25 900,00	45,60%
Total	56 800,00	100,00%

DOSSIER N° EX061854 - Plan Grand froid - accueil des personnes en situation de grande précarité

Dispositif : Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles (n° 00000716)

Délibération Cadre : CR23-11 modifiée du 07/04/2011

Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300

Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable du projet	165 300,00 € TTC	21,17 %	35 000,00 €
Montant total de la subvention			35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MDA LA MAISON DE L'AMITIE LA
DEFENSE
Adresse administrative : 4 PLACE CARPEAUX
92800 PUTEAUX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Antoine de TILLY, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : accueillir des personnes en situation de grande précarité

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2021 - 31 août 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sociaux dans ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :

Le projet porté par l'association a pour objectifs de :

- Offrir un accueil d'urgence et inconditionnel aux personnes en grande précarité et en errance sur le site de La Défense et contribuer à leur dignité en répondant à leurs besoins de première nécessité (se nourrir, se laver, se vêtir, se mettre à l'abri... et établir un lien social)
- Rencontrer, évaluer, orienter, accompagner les personnes vers un parcours d'insertion (logement, activité économique, santé...).

800 personnes majeures en grande précarité, composée à 88% d'hommes, majoritairement sans logement, très isolés et rarement connus des services sociaux, sont susceptibles de bénéficier de cette action.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats matières et fournitures	10 000,00	6,05%
Locations	4 600,00	2,78%
Entretiens et réparation	2 000,00	1,21%
Rémunérations intermédiaires et honoraires	10 800,00	6,53%
Publicité, publications	7 800,00	4,72%
Services bancaires, autres	2 000,00	1,21%
Impôts et taxes sur rémunération	1 000,00	0,60%
Charges sociales	95 400,00	57,71%
Rémunération des personnels	30 900,00	18,69%
Autres charges de personnel	800,00	0,48%
Total	165 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat	40 000,00	24,20%
Subvention Région Ile-de-France	35 000,00	21,17%
Autres établissements publics	30 800,00	18,63%
Aides privées (fondation)	36 000,00	21,78%
Cotisations	500,00	0,30%
Dons manuels - Mécénat	23 000,00	13,91%
Total	165 300,00	100,00%

DOSSIER N° EX061892 - Plan Grand froid - Acquisition de matériel en période hivernale

Dispositif : Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles (n° 00000716)

Délibération Cadre : CR23-11 modifiée du 07/04/2011

Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300

Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable du projet	78 054,00 € TTC	44,84 %	35 000,00 €
Montant total de la subvention			35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FNPC

Adresse administrative : 14 RUE SCANDICCI
93500 PANTIN

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur François-Xavier VOLOT, Directeur général adjoint

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : acquérir du matériel en période hivernale

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2021 - 31 août 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sociaux dans ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :

Le projet consiste en l'achat de matériel afin de pouvoir venir en aide aux personnes les plus démunies pendant les maraudes.

L'objectif est d'aider les nouvelles antennes locales à acquérir du matériel afin qu'elles puissent développer progressivement des maraudes sur tout le territoire de Paris, de la petite couronne et du Val d'Oise.

5.000 Franciliens en situation de grande précarité sont susceptibles de bénéficier de cette action.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS
- HAUTS DE SEINE
- SEINE SAINT DENIS
- VAL DE MARNE
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats matières et fournitures	78 054,00	100,00%
Total	78 054,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Dotations et produits de tarification	43 054,00	55,16%
Subvention Région Ile-de-France	35 000,00	44,84%
Total	78 054,00	100,00%

DOSSIER N° EX061904 - Plan Grand froid - acquisition de matériels en période de renforcement de l'activité

Dispositif : Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles (n° 00000716)

Délibération Cadre : CR23-11 modifiée du 07/04/2011

Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300

Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable du projet	60 000,00 € TTC	50,00 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OHFOM OEUVRES HOSPITALIERES
FRANCAISES DE L ORDRE DE MALTE
Adresse administrative : 42 RUE DES VOLONTAIRES
75015 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Cédric CHALRET DU RIEU, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : acquérir du matériel en période de renforcement de l'activité

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2021 - 31 août 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sociaux dans ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :

En période de grand froid, les équipes bénévoles de l'Ordre de Malte France en charge des maraudes et autres actions de solidarité aux personnes démunies se mobilisent particulièrement. Plus de 1 000 bénévoles se relaient et les 13 maraudes sociales et médicales franciliennes augmentent en fréquence. Dans le cadre de la crise sanitaire COVID 19, l'association a également fait face à une hausse de la précarité et à un élargissement du public concerné, notamment en terme de tranche d'âge.

Face à ce constat et pour répondre au mieux aux besoins du terrain, une nouvelle activité a été lancée, associant à la fois écoute bienveillante/ lien social, distribution alimentaire, distribution de kits d'hygiène et volet sanitaire (petits soins superficiels et orientation vers acteurs adéquats selon identification du problème). Cette nouvelle activité est apparue en complément des activités préexistantes (type maraudes sociales) mais également comme une réponse ad hoc à la demande du terrain. Les équipes sont constituées d'au moins 2 bénévoles « sociaux » et d'un référent sanitaire (secouriste, médecin ou infirmier) et se déplace en unité mobile à la rencontre des personnes dans la rue. Afin de faire face efficacement aux épisodes de grand froid à venir tout comme aux mesures d'hygiène et de protection sanitaire, les équipes ont particulièrement besoin de s'équiper en duvets grand froid, sous-vêtements, kits hivernaux et matériels de protection afin de pouvoir en distribuer au plus grand nombre, mais également

de se protéger eux-mêmes dans le cadre de leurs interventions, avec des tenues chaudes de haute visibilité. L'Ordre de Malte France souhaite améliorer sa filière logistique afin de pouvoir distribuer des produits de première nécessité aux bénévoles (kits hygiène, matériels pour lutter contre le froid, vêtements). A ce titre, l'Ordre de Malte France souhaite ou faire appel à un routeur pour le stockage et l'envoi de ces matériels aux délégations (et à défaut louer un local).

3.000 Franciliens précaires, résidant dans toute l'Île-de-France, sont susceptibles de bénéficier de cette action.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats matières et fournitures	9 000,00	15,00%
Autres fournitures	10 000,00	16,67%
Rémunérations intermédiaires et honoraires	10 000,00	16,67%
Rémunération des personnels	31 000,00	51,67%
Total	60 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	30 000,00	50,00%
Aides privées (fondation)	30 000,00	50,00%
Total	60 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX061955 - Plan Grand froid - Opération Bonjour, distribution de petits déjeuners pour personnes à la rue

Dispositif : Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles (n° 00000716)

Délibération Cadre : CR23-11 modifiée du 07/04/2011

Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300

Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable du projet	70 000,00 € TTC	50,00 %	35 000,00 €
Montant total de la subvention			35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FONDATION DE L'ARMEE DU SALUT
Adresse administrative : 60 RUE DES FRERES FLAVIEN
75976 PARIS 20E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Fondation
Représentant : Monsieur ERIC YAPOUDJIAN, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réaliser l'opération Bonjour, distribution de petits déjeuners pour personnes à la rue

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2021 - 31 août 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sociaux dans ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :

L'Opération Bonjour est un dispositif de maraudes qui a pour but la distribution de petits déjeuners, renforcée dans le cadre du plan grand froid. De 6h30 à 10 heures environ, tous les matins, un véhicule avec des bénévoles et un salarié de l'Armée du Salut sillonne les rues de certains arrondissements du nord de Paris, en particulier à proximité des Gares de l'Est, du Nord et Saint-Lazare, pour servir un petit déjeuner aux personnes et aux familles avec des enfants qui ont passé la nuit dans la rue. Ce service est resté mobilisé depuis le début de la crise sanitaire et n'a jamais arrêté son activité sur le territoire parisien. Il répond en effet à un besoin essentiel mais non couvert jusque-là. Sont servis des boissons chaudes, bouteilles d'eau, croissants et madeleines, mais aussi diverses fournitures (hygiène, parfois sacs de couchage, etc.). Ce service est une occasion également pour encourager les personnes rencontrées à se rendre dans des lieux d'accueil pouvant répondre à leurs besoins, en particulier l'accueil de jour parisien de la Fondation de l'Armée du Salut (l'ESI la Maison du Partage -19e arrondissement).

10.350 Franciliens en situation de précarité sont susceptibles de bénéficier de cette action.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats matières et fournitures	29 000,00	41,43%
Autres fournitures	20 000,00	28,57%
Impôts et taxes sur rémunération	4 000,00	5,71%
Charges sociales	4 500,00	6,43%
Rémunération des personnels	12 000,00	17,14%
Autres charges de personnel	500,00	0,71%
Total	70 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	35 000,00	50,00%
Aides privées (fondation)	35 000,00	50,00%
Total	70 000,00	100,00%

Annexe 2 - Projet annuel

DOSSIER N° 21008698 - Inclusion numérique - Numérique pour tous en Ile-de-France

Dispositif : Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles (n° 00000716)

Délibération Cadre : CR23-11 modifiée du 07/04/2011

Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300

Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable du projet	222 000,00 € TTC	36,04 %	80 000,00 €
Montant total de la subvention			80 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SECOURS CATHOLIQUE

Adresse administrative : 106 RUE DU BAC
75007 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame Véronique FAYET, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : promouvoir le numérique pour tous en Île-de-France

Dates prévisionnelles : 1 avril 2021 - 31 mars 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sociaux sur ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :

Le projet consiste à acquérir du matériel pour les équipes locales et à les accompagner dans leur usage du numérique, à travers notamment un parcours de formation : une étape cruciale pour qu'elles puissent elles-même venir en aide plus efficacement aux personnes accompagnées par le Secours catholique et à permettre à chacun de pouvoir réaliser ses démarches en ligne et d'accéder librement à ses droits.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat du matériel et équipement	222 000,00	100,00%
Total	222 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	80 000,00	36,04%
Fonds propres	42 000,00	18,92%
France relance	100 000,00	45,05%
Total	222 000,00	100,00%

Annexe 3 - Soutien aux associations de défense des victimes de la rue de Trévise

DOSSIER N° 22002387 - Soutien aux victimes de l'explosion de la rue de Trévise

Dispositif : Subvention spécifique solidarités, santé et famille (fonctionnement) (n° 00001137)

Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300

Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique solidarités, santé et famille (fonctionnement)	30 000,00 € TTC	100,00 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION DES VICTIMES DE
L'EXPLOSION RUE DE TREVISE

Adresse administrative : 6 RUE DROUOT
75009 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame Dominique PARIS, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La prise en charge des victimes caractérise l'urgence de la demande.

Description :

L'explosion survenue le 12 janvier 2019 dans l'immeuble situé rue de Trévise dans le 9ème arrondissement a engendré des dizaines de victimes, qui trois ans après, font toujours face à d'importantes problématiques juridiques et médicales.

L'association des victimes de l'explosion de la rue de Trévise a été créée pour accompagner les rescapés dans la prise en charge de soins médicaux et psychologiques, relayer leurs difficultés et les assister dans leurs démarches juridiques grâce au soutien d'avocats.

Cette subvention a pour objet de soutenir cette association dont les membres interviennent bénévolement auprès des victimes et des rescapés de l'accident, afin de prendre en charge une partie des frais engendrés.

Le bénéficiaire a une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un ou plusieurs stagiaires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses liées aux frais de justice, de soin et de communication	30 000,00	100,00%
Total	30 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	30 000,00	100,00%
Total	30 000,00	100,00%

CONVENTION SPECIFIQUE N°22002387

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération N°CP 2022-024 du 28 janvier 2022,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : Association des victimes de l'explosion rue de Trévise du 12 janvier 2019 - Trévise ensemble
dont le statut juridique est : Association
N° SIRET :
850255159
Code APE : 9499Z
dont le siège social est situé au : 6 rue Drouot – 75009 Paris
ayant pour représentant Madame Dominique PARIS, présidente
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre d'un dispositif spécifique, pour un projet visant à apporter un soutien psychologique et judiciaire aux victimes de l'explosion de la rue de Trévise.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 et n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N°CP2022-024 du 28 janvier 2022, la Région Île-de-France a décidé de soutenir l'Association des victimes de l'explosion rue de Trévise du 12 janvier 2019 - Trévise ensemble pour la réalisation de l'action dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : Apporter un soutien psychologique et matériel aux victimes de l'explosion de la rue de Trévise (référence dossier n° 22002387).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 100 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 30 000 €, soit un montant maximum de subvention de 30 000 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable du projet	30 000,00 €	100 %	30 000,00 €
Montant Total de la subvention			30 000,00 €

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

Le suivi et l'évaluation de la réalisation du projet, sur un plan quantitatif comme qualitatif seront réalisés selon les modalités suivantes : le bénéficiaire de la subvention s'engage à transmettre à la Région un bilan qualitatif et quantitatif du projet subventionné (description précise des actions menées, types de bénéficiaires, nombre de bénéficiaires directs et indirects...).

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informers la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informers la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informers la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conservers pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents

administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Pour ce faire, le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect des obligations mentionnées ci-dessus. Ces justificatifs pourront prendre les formes suivantes : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers, de la visibilité événementielle, copie d'écran des sites web faisant apparaître le logo de la Région, envoi des newsletters et emailings...).

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie, dans la limite de 40% de la subvention.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2.3 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1^{er} janvier 2022 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 28 janvier 2022.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N°CP2022-024 du 28 janvier 2022.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente du conseil régional d'Île-de-France

Le

La Présidente

Association des victimes de l'explosion rue de Trévise du 12 janvier 2019 - Trévise ensemble
Madame Dominique PARIS, présidente

DOSSIER N° 22002395 - Soutien aux victimes et rescapés de l'explosion de la rue de Trévis

Dispositif : Subvention spécifique solidarités, santé et famille (fonctionnement) (n° 00001137)

Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300

Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique solidarités, santé et famille (fonctionnement)	30 000,00 € TTC	100,00 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VICTIMES ET RESCAPES DE L'EXPLOSION
DE LA RUE DE TREVISE DU 12 JANVIER
2019

Adresse administrative : 6 RUE DU COLONEL MOLL
75017 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame LINDA ZAOURAR, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La prise en charge des victimes caractérise l'urgence de la demande.

Description :

L'explosion survenue le 12 janvier 2019 dans l'immeuble situé rue de Trévis dans le 9ème arrondissement a engendré des dizaines de victimes, qui trois ans après, font toujours face à d'importantes problématiques juridiques et médicales.

L'association des victimes et rescapés de l'explosion Trévis 12 janvier 2019 a été créée pour accompagner les rescapés dans la prise en charge de soins médicaux et psychologiques, relayer leurs difficultés et les assister dans leurs démarches juridiques grâce au soutien d'avocats.

Cette subvention a pour objet de soutenir cette association dont les membres interviennent bénévolement auprès des victimes et des rescapés de l'accident, afin de prendre en charge une partie des frais engendrés.

Le bénéficiaire a une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un ou plusieurs stagiaires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses liées aux frais de justice, de soins et de communication	30 000,00	100,00%
Total	30 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	30 000,00	100,00%
Total	30 000,00	100,00%

CONVENTION SPECIFIQUE N°22002395

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération N°CP 2022-024 du 28 janvier 2022,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : Association Victimes et rescapés de l'explosion Trévise du 12 janvier 2019
dont le statut juridique est : Association
N° SIRET :
908724222
Code APE : 8899B
dont le siège social est situé au : 6 rue du Colonel Moll – 75017 Paris
ayant pour représentant Madame Linda ZAOURAR,
présidente
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre d'un dispositif spécifique, pour un projet visant à apporter un soutien psychologique et judiciaire aux victimes de l'explosion de la rue de Trévise.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 et n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N°CP2022-024 du 28 janvier 2022, la Région Île-de-France a décidé de soutenir l'Association Victimes et rescapés de l'explosion Trévise du 12 janvier 2019 pour la réalisation de l'action dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée

« fiche projet » de la présente convention : Apporter un soutien psychologique et matériel aux victimes de l'explosion de la rue de Trévise (référence dossier n° 22002395).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 100 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 30 000 €, soit un montant maximum de subvention de 30 000 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention. Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable du projet	30 000,00 €	100 %	30 000,00 €
Montant Total de la subvention			30 000,00 €

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

Le suivi et l'évaluation de la réalisation du projet, sur un plan quantitatif comme qualitatif seront réalisés selon les modalités suivantes : le bénéficiaire de la subvention s'engage à transmettre à la Région un bilan qualitatif et quantitatif du projet subventionné (description précise des actions menées, types de bénéficiaires, nombre de bénéficiaires directs et indirects...).

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informar la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informar la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informar la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Pour ce faire, le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect des obligations mentionnées ci-dessus. Ces justificatifs pourront prendre les formes suivantes : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers, de la visibilité événementielle, copie d'écran des sites web faisant apparaître le logo de la Région, envoi des newsletters et emailings...).

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire. Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie, dans la limite de 40% de la subvention.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en

proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2.3 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1^{er} janvier 2022 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 28 janvier 2022.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N°CP2022-024 du 28 janvier 2022.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine
en 2 exemplaires originaux Le
La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le

La Présidente

Association Victimes et rescapés de l'explosion Trévis du 12 janvier 2019
Madame Linda ZAOURAR, présidente